



LA GAUCHE AGIT CONTRE LA DÉSERTIFICATION DES TERRITOIRES RURAUX

LA DROITE DÉTRUIT

Obnubilée par une logique comptable, **la droite a fermé de nombreux services publics dans les territoires ruraux :**

- Établissements de santé (hôpitaux, maternités, centres de santé)
- Établissements scolaires (classes supprimées, écoles fermées)
- Services publics indispensables au quotidien (bureaux de poste, gendarmeries, casernes...)

LA GAUCHE AGIT

EN ADOPTANT 48 MESURES POUR LES RURALITÉS

INSTALLER 1 500 JEUNES MÉDECINS
en zones rurales via des aides d'ici 2017

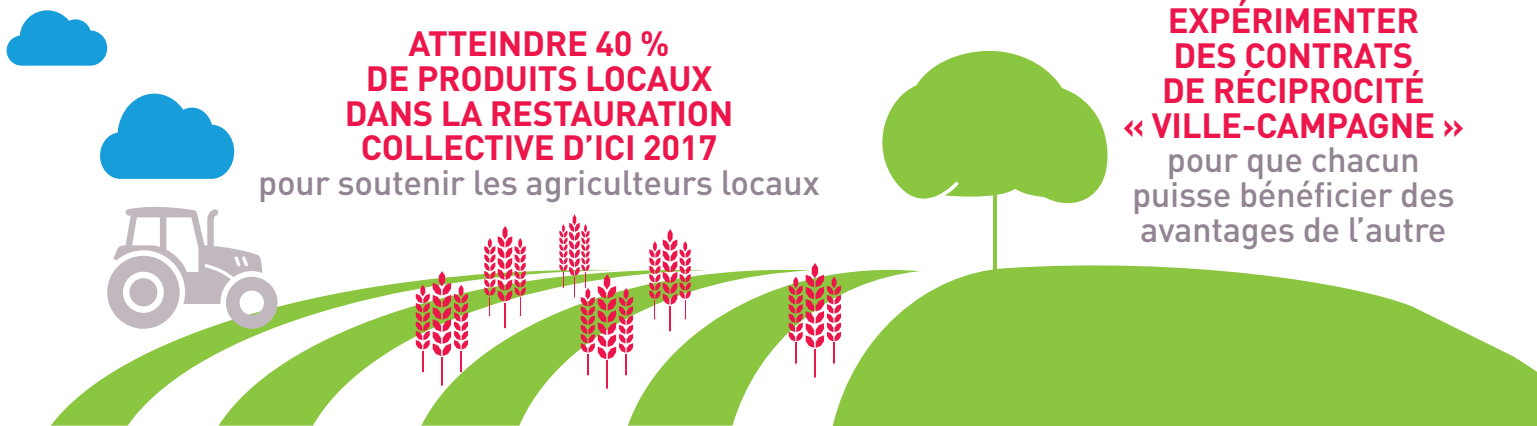
OUVRIRE 1 000 MAISONS DE SERVICES AU PUBLIC DÈS LA FIN 2016
qui regrouperont de nombreux services indispensables au quotidien (Poste, CAF...)

ACCÉLÉRER LE RACCORDEMENT AU TRÈS HAUT DÉBIT
et résorber les zones non couvertes par la 2G et la 3G



ATTEINDRE 40 % DE PRODUITS LOCAUX DANS LA RESTAURATION COLLECTIVE D'ICI 2017
pour soutenir les agriculteurs locaux

EXPÉRIMENTER DES CONTRATS DE RÉCIPROCITÉ « VILLE-CAMPAGNE »
pour que chacun puisse bénéficier des avantages de l'autre



ASSURER LE MAINTIEN DES PETITES STATIONS SERVICES INDÉPENDANTES

FAVORISER L'EMPLOI DES FEMMES
en atteignant l'objectif de 40 % de femmes parmi les créateurs d'entreprises en milieu rural



DÉSINTOX : LES FAUSSES ACCUSATIONS DE LA DROITE SUR LES DOTATIONS AUX TERRITOIRES

LA DROITE ACCUSE LE GOUVERNEMENT D'ASPHYXIER LES COMMUNES RURALES PAR LA BAISSÉ DES MOYENS ALLOUÉS AUX COLLECTIVITÉS

FAUX

➤ L'effort demandé représente une part infime des recettes des communes et est réduit pour les communes rurales

En 2015, l'effort moyen demandé aux communes représente seulement 1,92 % de leurs ressources, soit 28 euros/habitant mais il est réparti proportionnellement à la taille des communes. L'effort réel est de :

→ 15 euros/habitant pour les communes de moins de 10 000 habitants

→ 42 euros/habitant pour les communes de plus de 200 000 habitants

CE QU'A FAIT LA DROITE : suppression de la taxe professionnelle perçue par les communes, avec à la clé une perte sèche de ressource pour toutes

➤ Les prestations sociales versées, par les départements (RSA, APA et PCH) sont enfin compensées financièrement par l'État

CE QU'A FAIT LA DROITE : en dix ans au pouvoir, ils avaient laissé se creuser le déséquilibre entre le coût de ces prestations versées par les départements et les recettes versées par l'État pour les financer

RÉSULTAT : de nombreux départements (et notamment en zones rurales, où le taux de pauvreté est plus important) avaient dû mobiliser leurs propres ressources pour compenser cet écart (de l'ordre de 6 milliards d'euros chaque année) se privant d'autant de recettes nécessaires aux investissements ou autres dépenses

Depuis 2014, le gouvernement a mis en œuvre un système de compensation pérenne permettant de couvrir le montant réel de ces trois allocations dont la charge est confiée aux départements.

LA DROITE ACCUSE LE GOUVERNEMENT DE DÉLAISSER LES TERRITOIRES RURAUX

FAUX

➤ L'effort de solidarité à destination des zones rurales a été renforcé

317 millions d'euros supplémentaires sont affectés en 2015 à des dépenses de fonctionnement et d'équipement dans les territoires ruraux



REJOIGNEZ LE PARTI SOCIALISTE

- Je souhaite prendre contact avec les socialistes
- Je désire adhérer au Parti socialiste
- Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)
Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07
contact@parti-socialiste.fr - parti-socialiste.fr

Nom

Prénom

Email

Tél

Adresse

Code postal

Ville